

Dans quelle mesure le conflit social est-il source de changement social ?

Document 1 : A priori, ce sont les luttes de femmes qui incarnent le mieux l'évolution du conflit au cours du siècle, comme les formes présentes de la conflictualité sociale. Ayant souvent pris racine dans l'univers de la production capitaliste, elles ont, avec le temps, défini des enjeux qui débordent amplement l'espace du travail. Après 1968, les thèmes de la lutte contre la surexploitation des femmes : « à travail égal, salaire égal » - qui rejoignent les principes chers au mouvement ouvrier deviennent moins prégnants. Ils se doublent de conflits contre l'oppression sexuelle, non seulement au sein de l'économie, mais dans la société en général, que ce soit dans la sphère privée ou dans la sphère publique. La dénonciation des rôles sociaux sexuellement prédéterminés influence l'espace du débat collectif. [...]

Le mouvement des femmes implique la production du droit et l'invention de droits nouveaux. Il en est ainsi des lois relatives à l'avortement, à la pénalisation du viol, à l'égalité professionnelle ou au harcèlement sexuel, qui scandent les luttes féminines, de 1968 à nos jours.

Guy GROUX, *Le conflit en mouvement, Débat avec Michel WIEVIORKA*, Hachette, Paris, 1996.

1. *Prégnant* : qui s'impose à l'esprit, qui produit une forte impression.

Document 2 : L'image de la société capitaliste chez Marx est celle d'une société soumise à un processus de changement radical. Ce changement culmine en un acte révolutionnaire dans lequel convergent tous les développements ultérieurs. Les agents de ce processus sont des groupes d'intérêts organisés, engendrés par les structures - à savoir les classes. L'une d'elles - la bourgeoisie - défend avec de maigres chances de succès la distribution présente de la propriété et avec elle le statu quo social dans son ensemble. L'autre- le prolétariat attaque ce statu quo avec un succès croissant jusqu'au jour où ses intérêts deviennent une réalité, deviennent les valeurs de la nouvelle société. La forme capitaliste de la structure sociale et économique est condamnée et les classes en sont les fossoyeurs.

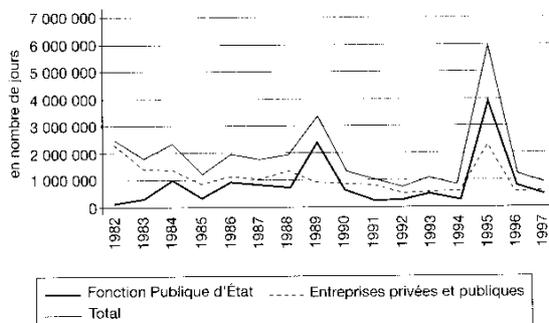
Ralph DAHRENDORF, *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*, Mouton, Paris, 1972.

Document 3 : Les grèves de 1936 et de 1968 en France

	Mai-juin 1936	Mai-juin 1968
Contexte politique	Victoire électorale du Front populaire le 3 mai 1936	Mouvement étudiant depuis le 22 mars. Occupation de la Sorbonne (10-11 mai) Manifestation commune des syndicats de salariés et des étudiants le 13 mai 1968
Contexte économique	Montée du chômage et politique déflationniste de Laval	Ralentissement de la croissance, montée du chômage
Contexte syndical	Unité syndicale retrouvée.	Division syndicale, malgré un accord d'action commune entre CGT et CFDT depuis 1966
Début du mouvement	11 mai : grève de l'usine Breguet du Havre.	13 mai : occupation de l'usine Sud-Aviation de Bouguenais
Forme	Grève avec occupation	Grève avec occupation et parfois séquestration des dirigeants d'entreprise
Activités concernées	Secteur privé	Secteur privé et secteur public
Importance numérique	2 millions de grévistes	Près de 10 millions de grévistes.
Négociation	Accords Matignon (7 juin): · augmentation des salaires; · respect de la liberté syndicale élection de délégués du personnel	Accords de Grenelle (25 mai) · Hausse des salaires ; reconnaissance de la section syndicale d'entreprise; · promesse de diminution de la durée réelle du travail
Fin du mouvement	Décree avec la signature de nombreuses conventions collectives dès le 12 juin	Reprise lente du travail. La victoire gaulliste aux élections législatives des 23 et 30 juin marque la fin de « mai »
Prolongations	Lois sociales de juin 1936: durée hebdomadaire · du travail à 40 heures; congés payés (15 jours); élargissement des conventions collectives	Loi sur les sections syndicales d'entreprises Création du SMIC en 1970

D'après Hélène SINAY, article « Grève », *Encyclopaedia universalis*, 1995.

Document 4 : Évolution des journées de travail perdues pour grève, en France



Document 5 : Les mouvements de novembre/décembre 1995 en France - Chronologie

15 novembre	Le Premier ministre présente son plan de réforme de la Sécurité sociale. Il associe des mesures financières à des modifications structurelles importantes du système de santé. La CGT et FO condamnent ce projet. A. Juppé ayant également annoncé son intention d'aligner les régimes spéciaux de retraite des fonctionnaires sur le régime du privé (passage de 37,5 à 40 années de cotisations), les sept fédérations de fonctionnaires se déclarent indignées. Cette disposition va être au cœur de la mobilisation des agents des services publics qui aboutira au plus grand mouvement social depuis 1968 [...].
24 novembre	Journée nationale d'action des fonctionnaires. Le mouvement ira s'amplifiant jusqu'à la mi-décembre [...], dans un climat de compréhension de l'opinion publique.
28 novembre	Nouvelle journée d'action. De nouvelles manifestations auront lieu les 5, 7 et 12 décembre, cette dernière constituant un point d'orgue (2,2 millions de participants à travers le pays).
10 décembre	A. Juppé annonce l'abandon du projet.

D'après Serge CORDELIER, *L'État de la France 1996-1997, La Découverte*, Paris, 1996.

Document 6 : Plogoff et le conflit anti-nucléaire

Tout commence en 1974 quand le village de Plogoff est retenu [...] parmi les lieux d'implantation possibles d'une centrale nucléaire. Quatre chaudières de 1 300 mégawatts et de 76 mètres de haut chacune doivent être construites sur la falaise à 10 mètres au-dessus du niveau de la mer.[...]

Un projet d'une telle ampleur implique des travaux pour une douzaine d'années [...]. Les arguments en faveur de la construction d'une centrale nucléaire ne manquent pas : la Bretagne est une région qui se modernise rapidement et dont la consommation d'électricité augmente plus vite que la moyenne nationale. [...]

Pour les habitants d'une région qui se dépeuple (Plogoff a perdu le cinquième de ses habitants en trente ans), les retombées économiques ne sont pas négligeables [...]. Cependant les opposants à l'implantation de cette centrale mettaient en avant les risques qu'elle ferait peser sur l'activité locale de la pêche [...] et bien sûr les problèmes de sécurité et la crainte du nucléaire. [...]

On veut bien sûr défendre la beauté du cap Sizun; [...], à cela on peut ajouter une protestation anti-nucléaire plus ou moins élaborée (allant du refus des écologistes organisés au simple fait de refuser le nucléaire dans ce village sans être opposé à l'implantation de la centrale ailleurs).

Thierry ROGEL, « Quelques exemples de conflits sociaux », *DEES n° 113*, octobre 1998.